

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/LDC/HL/12/Add.5

27 octobre 1997

(97-4687)

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées
en faveur du développement du commerce des
pays les moins avancés**

TABLES RONDES PAR PAYS: DOCUMENTATION

Haïti

Addendum

Documentation pour la table ronde concernant Haïti.

REPONSES AU QUESTIONNAIRE DE L'OMC RELATIF A L'EVALUATION DES
BESOINS DE LA REPUBLIQUE D'HAITI EN MATIERE D'ASSISTANCE
TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE ET DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES HUMAINES ET INSTITUTIONNELLES DANS LE
CADRE DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU
LES 27 ET 28 OCTOBRE 1997

A. Politique commerciale

a) **Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité?**

Ces secteurs concernent:

- l'agriculture;
- l'agro-industrie
- l'artisanat;
- les services, particulièrement le tourisme.

b) **Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

Ces raisons sont surtout liées à la libéralisation progressive du marché haïtien qui a débuté depuis 1986. Celle-ci est favorisée par l'abaissement des droits de douane à l'importation, y compris l'élimination des mesures non tarifaires (régime de contingentement).

c) **Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

La politique commerciale a eu tout récemment pour objectifs:

la libéralisation du marché national via la réduction des droits de douane et l'élimination des mesures non tarifaires (régime de licence non automatique), le désengagement progressif de l'Etat du processus de production au profit du secteur privé, une meilleure insertion d'Haïti au cadre du commerce multilatéral.

d) **Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

Il s'agit:

- du Ministère du Commerce et de l'Industrie, chargé de la définition et de la mise en oeuvre de la politique commerciale. Ce Ministère est impliqué, dans l'ensemble, dans tous les domaines de la politique commerciale, notamment dans la définition de la politique fiscale, douanière, dans les aspects de droits de propriété intellectuelle touchant au commerce, dans les licences d'importation, etc.;

- du Ministère de l'Economie et des Finances, institution plus particulièrement impliquée dans les questions douanières, fiscales, monétaires, de service (banques, assurances et réassurances, etc.);
- du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, chargé de la politique agricole, des questions phytosanitaires et zoosanitaires;
- du Ministère de la Santé Publique et de la Population intervenant dans les procédures d'importation des produits pharmaceutiques et chimiques;

Les institutions du secteur public s'occupant des questions de politique commerciale ne fonctionnent pas en interaction, ce qui occasionne de sérieux problèmes de coordination.

e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?

En Haïti, le rôle du secteur privé et des établissements universitaires dans l'élaboration et la conduite de la politique commerciale n'est qu'approximatif. Ces secteurs ne sont pas directement associés aux questions de politique commerciale. Mais, la tendance actuelle des pouvoirs publics est de les associer de plus en plus dans la définition et la mise en oeuvre de la politique commerciale, comme en témoigne la création récente de structures spécifiques intégrant à la fois le secteur public et le secteur privé telles: la Commission Présidentielle pour la Croissance et la Modernisation, la Commission Tarifaire.

f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.

Ces institutions sont représentées par:

- le Ministère du Commerce et de l'Industrie, institution responsable de la définition et de l'application de la politique commerciale; entité publique, chargée en particulier de la gestion du commerce international, du développement et de la promotion du commerce extérieur, etc.;
- le Ministère de l'Economie et des Finances, institution responsable des questions relatives à la politique économique, monétaire et financière;
- le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, chargé de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique agricole, des mesures phyto et zoosanitaires;
- le Ministère de la Santé Publique et de la Population, intervenant dans les procédures d'importation des produits chimiques et pharmaceutiques;
- le Ministère des Affaires Etrangères, qui établit la liaison entre les institutions haïtiennes impliquées dans les questions de politique commerciale et les agences spécialisées des Nations Unies comme le CCI, la CNUCED, l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI et le PNUD;
- la Banque de la République d'Haïti (BRH), responsable des questions monétaires et financières;

- l'Administration Générale des Douanes, organisme public déconcentré, placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances, chargée des questions relatives à la politique douanière.
- les associations du secteur privé: ADIH, CCIH, etc.

g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.

Les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale à l'exportation et à l'importation sont constituées par:

à l'exportation:

- le Code des Investissements Industriels (CII) qui accorde aux entreprises d'exportation des avantages sous forme d'exonération des droits de douane, notamment sur les matières premières.

à l'importation:

- la loi sur le tarif douanier qui contient les positions tarifaires et les taux de droits de douane applicables aux marchandises importées. Le parlement haïtien a ratifié récemment la Convention sur le Système Harmonisé de Désignation et de Codification des Marchandises. De même, un nouveau projet de loi sur le tarif douanier est en instance d'être ratifié par la Chambre des Députés et le Sénat. Suite à l'application du S.H., le Gouvernement Haïtien envisage de renégocier la Liste XXVI de concessions tarifaires déposée au Secrétariat de l'OMC;
- le décret du 4 novembre 1987 soumettant sept (7) produits à un régime de contingentement. Il s'agit des produits suivants: riz, maïs, millet, haricots, viandes et abats de porcs frais, réfrigérés, congelés, préparés ou conservés, à l'exception du lard; volailles en morceaux; sucre. Mais, à la suite d'une décision prise en Conseil des Ministres, les dispositions du Décret ont été mises en veilleuse et l'importation de ces produits n'est désormais assujettie qu'aux simples procédures de préavis d'importation dont le délai d'obtention ne va pas au-delà de deux (2) jours;
- le décret du 3 octobre 1983 relatif à l'intervention de la Société Générale de Surveillance (S.G.S.). L'inspection des marchandises opérée par la S.G.S. porte généralement sur la qualité, la quantité et le prix des marchandises devant entrer en Haïti. L'Etat Haïtien se réserve le droit de modifier la liste des marchandises sujettes à l'inspection. Mais les activités de la S.G.S. ont été interrompues en Haïti;
- l'avis du 31 octobre 1983 soumettant à la couverture du préavis d'importation les marchandises non sujettes à Licence d'Importation.

h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc.; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes intérieures dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).

Les principaux instruments de politique commerciale sont représentés par:

à l'exportation:

- la suppression des droits de douane.

à l'importation:

- les droits de douane applicables dont les taux oscillent entre 0 et 15 pour cent. Les matières premières, les intrants, sous-produits, etc., sont frappés d'un droit de douane de l'ordre de 0 à 5 pour cent. Mais, pour les produits finis, les taux varient de 5 à 15 pour cent. En plus des droits de douane, il y a des impositions intérieures qui grèvent aussi les importations. Ce sont: la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (T.C.A.), généralement de 10 pour cent (Loi du 19 septembre 1982, modifiée par les Décrets des 4 avril 1984, 10 octobre 1984, 26 mars 1985, 29 août 1989, 28 septembre 1990 et les Lois des 5 février 1995 et 11 juin 1996), les frais de vérification, les droits d'accise (Loi du 3 septembre 1971, modifiée par les Décrets des 26 février 1982, la Loi du 19 septembre 1982, les Décrets des 4 avril 1984, 6 mars 1985, 30 septembre 1985, 3 juillet 1986, 26 août 1987, 27 septembre 1987 et les Lois des 5 février 1995 et du 11 juin 1996) ;
- les mesures non tarifaires, telles que les licences d'importation récemment mises en veilleuse par une décision du Conseil des Ministres. Jusqu'ici, les seuls produits soumis à licence d'importation étaient représentés par les suivants: riz; maïs; haricots; millet; viandes et abats de porc frais, réfrigérés, congelés, préparés ou conservés, à l'exception du lard; volailles en morceaux; riz;
- la mesure de limitation des importations de véhicules usagés: décret du 12 février 1987. L'autorisation d'importation est limitée à un véhicule par an par personne. Il s'agit ici d'importations sur une base individuelle, les concessionnaires de voitures automobiles n'étant pas visés par cette loi;
- les mesures d'interdiction qui frappent les vêtements usagés, la pâte de tomate et dérivés (réf. Arrêté du 30 juin 1980), les armes de guerre, les stupéfiants, les déchets. Pour la pâte de tomate, cette mesure a été mise en veilleuse et n'est pas d'application actuellement; ainsi, ce produit est importé sans aucune restriction.

i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?

Comme membre originaire de l'OMC, Haïti entreprend des actions destinées à revisser et à mettre les législations et réglementations haïtiennes en harmonie avec le cadre réglementaire des différents accords commerciaux multilatéraux issus du Cycle d'Uruguay. De même, des actions sont mises en oeuvre en vue de respecter les obligations en matière de procédure de notification. A ce sujet, les institutions qui y sont impliquées ont bénéficié de l'assistance technique d'une mission du Secrétariat de l'OMC qui a séjourné en Haïti du 11 au 15 août dernier.

j) Le cadre de l'OMC est-il familier:

- **aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?**
- **au secteur privé?**

Le cadre de l'OMC est bien peu familier, non seulement aux institutions gouvernementales et paragouvernementales, mais également au secteur privé. Il s'agit là d'une question très importante. L'un des objectifs du Ministère du Commerce et de l'Industrie, principale institution du secteur public, chargé de la gestion du commerce international et des négociations commerciales, est de faire connaître aux différents secteurs nationaux les règles et disciplines du GATT/OMC, y compris les divers accords commerciaux multilatéraux de l'Uruguay Round. C'est en ce sens qu'il a organisé à Port-au-Prince, en février dernier, un séminaire sur l'OMC, à l'intention des secteurs public et privé.

k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?

Pour se conformer aux Accords de l'OMC, Haïti nécessite une assistance technique destinée à lui permettre:

- de mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. L'appui technique du Secrétariat de l'OMC sera nécessaire pour l'actualisation des législations haïtiennes applicables aux domaines gérés par cette institution;
- de répondre aux exigences de notification des législations et réglementations nationales, conformément aux dispositions contenues dans les dispositifs d'accords de l'OMC;
- de renforcer les institutions des secteurs public et privé directement impliquées dans les questions de politique commerciale, particulièrement le Ministère du Commerce et de l'Industrie, notamment par le biais de la formation des cadres (cours, séminaires, stages sur la politique commerciale, etc.);

l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique, par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC?

Les domaines spécifiques pour lesquels Haïti nécessite une assistance technique concernent: l'agriculture; l'accès aux marchés; les OTC et SPS; les services; les ADPIC; l'antidumping; les sauvegardes; l'évaluation en douane; les règles d'origine, les textiles et vêtements.

m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?

Compte tenu des carences en matière d'information, les capacités du pays en matière d'analyse commerciale et de négociations sont très faibles.

B. Obstacles à l'expansion du commerce

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

a) **Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?**

- **les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?**

Les principaux goulots d'étranglement qui entravent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services sont représentés par:

- l'insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires;
- le manque de personnel qualifié, particulièrement dans le domaine du commerce extérieur;
- la gestion de la qualité;
- la méconnaissance des marchés extérieurs;
- l'absence de mécanismes d'appui à la promotion commerciale;
- le niveau élevé des taux de fret.

b) **Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:**

- i) **ressources humaines**
- ii) **gestion de l'institution**
- iii) **ressources financières et matérielles**
- iv) **communication**

Il y a effectivement des blocages institutionnels qui nuisent à la bonne marche de la politique commerciale du pays. Ces blocages sont liés au manque d'interaction caractérisé entre les institutions des secteurs public et privé impliquées dans les questions de politique commerciale. Aussi, les problèmes signalés par les acteurs nationaux se posent-ils principalement dans les domaines ci-après:

- i) ressources humaines: carence en cadres techniques familiarisés, notamment aux questions relatives à la politique commerciale, en général, à la promotion commerciale, aux questions douanières et fiscales, aux négociations commerciales internationales, etc. Cette carence est remarquée, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé;
 - ii) ressources financières et matérielles: les ressources financières et matérielles représentent un type de blocage très important qui limite généralement l'action des institutions publiques et privées impliquées dans la politique commerciale. L'insuffisance de ces ressources est liée aux faibles capacités du pays à générer des recettes internes suffisantes pour financer notamment les projets concernant, par exemple, le développement et la promotion des exportations, le renforcement des institutions, la revalorisation des ressources humaines, etc.
 - iii) gestion de l'institution:
 - carence en ressources humaines qualifiées;
 - manque de ressources financières.
 - iv) communication:
 - manque d'interaction;
 - manque de coordination au niveau des actions entreprises.
- c) **Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?**
- Les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations sont constitués par:
- le manque de ressources financières;
 - l'exigüité de l'offre exportable;
 - le respect des normes de qualité;
 - l'insuffisance d'informations sur les conditions d'accès aux marchés étrangers;
 - l'absence de services d'appui à la commercialisation des produits.
- d) **Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).**

Les raisons qui expliquent l'insuffisance de l'investissement dans la production de marchandises et de services sont de plusieurs ordres, à savoir:

- instabilité politique;
- difficultés en matière de financement, notamment des projets, y compris le coût du financement;

- l'emploi de technologie inappropriée;
- la quasi-absence de stimulants à la production;
- le développement limité des entreprises;
- l'insuffisance de l'infrastructure (téléphone, eau, électricité), etc.;
- le régime de la tenure foncière.

e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?

Jusqu'à date, le Code des Investissements représente encore le seul instrument qui encourage les investissements tournés vers l'exportation. Dépendamment de la localisation de la firme, elle peut bénéficier d'un des trois régimes en vigueur, à savoir les régimes A, B, et C. En d'autres termes, si l'entreprise se propose d'entreprendre ses activités à Port-au-Prince, c'est le régime A qui est appliqué avec une période de grâce pour l'exonération des droits de douane sur les matières premières, de l'impôt sur le revenu au cours d'une période donnée, des frais de vérification. De même, la loi relative à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires permet à l'exportateur de récupérer les droits ayant grevé un produit destiné à l'exportation. Il convient de noter qu'une nouvelle législation sur les investissements est en voie d'élaboration relative au traitement différentiel accordé aux investisseurs étrangers, notamment en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu.

f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.

Les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies sont:

- la carence en matière d'infrastructure de base (télécommunication, électricité, etc.)
- le niveau très bas de l'éducation;
- l'insuffisance du cadre légal.

g) Quels sont vos besoins d'assistance technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

Pour atténuer les contraintes au plan de l'offre, les besoins d'assistance technique portent sur:

- la formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé;
- la modernisation des législations applicables au commerce extérieur et aux investissements, tenant compte notamment du cadre réglementaire du commerce mondial;
- la mise sur pied d'une politique/stratégie nationale en matière d'acquisition de technologies;

- l'élaboration d'un cadre de politique en matière commerciale et industrielle.

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?

D'une manière générale, les entreprises éprouvent d'énormes difficultés à développer leurs exportations. Les problèmes rencontrés dans les principaux secteurs sont représentés notamment par:

- les difficultés à respecter les normes de qualité, y compris les normes sanitaires et phytosanitaires appliquées sur les marchés extérieurs;
- la méconnaissance des marchés d'exportation;
- le manque de maîtrise des techniques modernes de gestion.

i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?

Bien souvent, l'information n'est pas disponible en raison de l'insuffisance d'infrastructure appropriée: absence de centre d'information commerciale; utilisation restreinte de l'informatique, absence de publications statistiques, carence des services de télécommunication, manque de moyens financiers, etc.

j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?

Bien souvent, en effet, la conception, la qualité et - le conditionnement des produits offerts aux acheteurs étrangers ne sont pas acceptables. Plusieurs raisons expliquent cette situation, notamment l'utilisation d'une technologie obsolète, l'utilisation d'équipements inappropriés, déjà amortis; la carence en ressources humaines spécialisées dans la commercialisation internationale, etc.

k) A quels problèmes autres que ceux qui concernent la politique commerciale pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?

Ces problèmes peuvent concerner:

- l'aspect technologique (transfert de technologie);
- la limitation des ressources humaines;
- l'exigüité des ressources financières;
- l'instabilité politique et sociale;
- les problèmes d'image.

l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple, le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de

commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?

Ces problèmes sont liés notamment à l'indisponibilité de l'information, au manque de communication, à l'absence de moyens matériels, à l'insuffisance en ressources humaines.

m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?

Ces problèmes et inconvénients concernent: les délais de livraison des marchandises, la méconnaissance des sources d'approvisionnement, la constitution de stocks importants pour bénéficier de cours intéressants.

n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?

Les mécanismes modernes en matière de facilités de financement des échanges n'ont pas cours en Haïti. Généralement, les institutions de financement (les banques commerciales) n'accordent pas de crédit à l'exportation. De même, il n'existe pas non plus de mécanismes de garanties de crédit à l'exportation.

o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences'?

En Haïti, les entreprises engagées dans le commerce extérieur ne disposent pas d'un personnel spécifiquement formé pour opérer efficacement dans ce domaine. Il s'agit, dans l'ensemble, d'entreprises familiales, de petites et moyennes entreprises qui n'ont pas suffisamment de ressources financières susceptibles de leur permettre d'améliorer les qualifications du personnel. A cela, il faut ajouter l'absence de programmes de formation dans le pays.

p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?

Il n'existe pas encore de service de représentation commerciale, bien que la loi organique du Ministère du Commerce et de l'Industrie prévoit le déploiement d'attachés commerciaux dans certaines régions du monde.

q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.

Les besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien concernent notamment:

- l'établissement d'un régime de stimulants à la production particulièrement sur des projets d'investissements portant sur des produits sélectionnés et destinés à l'exportation;
- la conduite d'une étude sur la création d'un cadre institutionnel adéquat s'occupant de la promotion des échanges;
- la formation et/ou l'entraînement des ressources humaines;

- l'amélioration de l'information commerciale;
- le renforcement des institutions des secteurs public et privé impliquées dans la promotion des échanges commerciaux;
- la mise sur pied d'un programme national de développement et de promotion des exportations.

Accès aux marchés

r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?

Les problèmes d'accès aux marchés sont représentés notamment par:

- la quasi-absence d'informations adéquates sur les possibilités offertes sur les marchés extérieurs;
- la méconnaissance des circuits de commercialisation;
- l'application de mesures tarifaires et non tarifaires à caractère discriminatoire;
- le manque de renseignements sur les avantages potentiels offerts dans le cadre des mécanismes préférentiels (SGP, SGPC, CBI, etc.).
- le coût élevé du transport.

s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?

Barrières non tarifaires, notamment, pour les exportations en direction de la République Dominicaine;

- quotas pour les textiles, aux USA;
- coût des transports, pour l'Europe;
- manque d'information et de contacts, pour le reste du monde.

t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Etes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?

Haïti a récemment adhéré à la Communauté de la Caraïbe (CARICOM) et à l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC). En dehors de ces entités, elle n'est partie à aucun autre arrangement régional ou sous-régional.

u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.

Pour le SGP, les problèmes sont constitués, entre autres par:

- la quasi-indisponibilité des différents schémas de préférence au Ministère du Commerce et de l'Industrie, institution du secteur public chargée de leur gestion;
- la carence en ressources humaines s'occupant de l'administration des schémas;
- l'ignorance relative par les exportateurs des avantages offerts par les préférences en tant qu'instrument de promotion et de diversification des échanges, etc.

Par contre, bien que Haïti soit partie au SGPC, ce mécanisme n'est pas utilisé par les exportateurs, en raison de l'absence d'information sur son fonctionnement.

v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?

Dans le domaine de l'accès aux marchés, les besoins d'assistance portent sur:

- la formation et/ou l'entraînement des cadres dans le domaine des préférences (SGP, SGPC), y compris l'organisation en Haïti de séminaires, d'ateliers consacrés à l'utilisation par les secteurs nationaux concernés de ces mécanismes;
- l'amélioration des canaux d'information destinés à faciliter une meilleure exploitation des débouchés à l'extérieur via, entre autres, les schémas de préférences, etc.
- la réalisation d'une étude sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs.

C. Assistance technique

Assistance technique multilatérale

a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?

Mission CCI 1995 Etudier les possibilités de reprise des activités du CCI en Haïti, notamment au niveau des activités liées à la promotion des échanges. Aucun projet/programme n'est issu de cette mission.

Mission Inter-Agences sur les Secteurs Industriel et Commercial (MIA) Redémarrage et transformation, un défi pour les Secteurs Industriel et Commercial - Octobre 1996. Composée de quatre agences des Nations Unies (PNUD, ONUDI, CNUCED et CCI), la MIA avait pour mission de préparer un plan de mise en oeuvre de la stratégie de développement des secteurs industriel et commercial. Aucun projet/programme n'est encore issu de cette Mission.

Séminaire OMC - Février 1996 Séminaire organisé à l'intention des Cadres de l'Administration Publique et du secteur privé impliqués dans les questions de politique commerciale afin de les informer du nouveau cadre réglementaire du commerce mondial issu du Cycle d'Uruguay.

Mission GATT/OMC - Février 1995 Mission destinée à aider les responsables haïtiens à préparer les listes de concession tarifaires et d'engagements spécifiques dans le cadre de l'adhésion d'Haïti à L'OMC. Elle a permis de préparer les listes en question, lesquelles ont été, par la suite, acheminées au Secrétariat de l'OMC.

Mission CNUCED/GATT - 1996 - SYDONIA Mission destinée à aider le Gouvernement haïtien à implanter le SYDONIA en Haïti. Le projet qui en est issu est à une phase très avancée.

Mission CNUCED/GATT - 1996 Mission destinée à étudier les possibilités d'implantation d'un pôle commercial en Haïti. Aucun projet/programme n'a encore été mis sur pied dans le cadre de cette initiative.

Assistance technique bilatérale

Chili

Organisation en Haïti de séminaire sur le commerce extérieur et les investissements - Mai 1996.

Organisation d'un deuxième séminaire sur le Commerce Extérieur et les Investissements - Mai 97.

République de Chine

Mission de cadres techniques haïtiens en République de Chine dans le cadre d'un projet d'implantation de parcs industriels en Haïti.

b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.

Les besoins d'assistance technique se résument de la façon suivante:

- la réalisation d'un inventaire détaillé de l'offre exportable d'Haïti: il s'agit de connaître la situation actuelle de la production agricole, agro-industrielle et manufacturière destinée aux marchés extérieurs, dans la perspective de la définition d'une politique nationale intégrée de développement et de promotion des exportations, particulièrement celles non traditionnelles;
- la formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé. La formation porte notamment sur les questions de politique commerciale (cours, stages, séminaires, ateliers, etc.), sur l'utilisation des mécanismes préférentiels (SGP, SGPC, etc.), sur les techniques de promotion du commerce extérieur, sur les normes de qualité, normalisation/essais et métrologie, sur les techniques de traitement de l'information commerciale, etc.;
- l'information commerciale: l'amélioration de l'information commerciale via l'implantation de structures adéquates de gestion (mise sur pied d'un centre d'information commerciale, d'un pôle commercial, etc.);
- le renforcement des institutions des secteurs public et privé impliquées dans la promotion des échanges commerciaux;
- la réalisation d'études sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs;
- la conduite d'une étude sur la création d'un cadre institutionnel adéquat chargé de la promotion des échanges;

- la modernisation des législations et réglementations haïtiennes applicables au commerce et à l'investissement. Celle-ci se situe en particulier dans le contexte de la mise en oeuvre des accords de l'OMC.
- la mise sur pied de mécanismes d'appui au commerce extérieur (études de marchés, participation à des foires et expositions, etc.);
- la qualité, la normalisation, les essais et la métrologie (QNEM), notamment en ce qui a trait à la définition d'une politique nationale dans ce domaine, du triple point de vue de la production, de l'exportation de biens et/ou de services. Il s'agira aussi de concevoir le cadre institutionnel le plus approprié à mettre en place tenant compte de l'interaction de plusieurs acteurs nationaux dans ces domaines.

c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?

Tous les renseignements fournis jusqu'ici sont de caractère exhaustif et ne méritent pas d'être affinés encore.

d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux, outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-Rom, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?

L'emploi de ces nouvelles technologies est très peu répandu en Haïti, tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé. Cela explique en grande partie le retard considérable accumulé par le pays dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sous toutes ses formes. A cela, il faut ajouter les problèmes aigus en matière de télécommunications.

A ce sujet, l'assistance technique à accorder à Haïti dans ce domaine porte notamment:

- sur la fourniture d'appareils informatiques, particulièrement aux institutions du secteur public impliquées dans les questions de politique commerciale, de promotion du commerce extérieur, etc., de manière à les aider à mieux gérer l'information industrielle et commerciale, en tant que facteur de développement des échanges commerciaux;
- sur la formation des ressources humaines appelées à utiliser ces outils.

Réponse intégrée

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k): <u>Assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
Haïti nécessite une assistance technique afin de lui permettre de: Mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. L'appui technique du Secrétariat de l'OMC sera nécessaire pour l'actualisation des législations haïtiennes applicables aux domaines gérés par cette institution	PNUD	Le PNUD, en coopération avec la CNUCED, fournit un appui au gouvernement pour l'installation du SYDONIA. Dans ce projet, certains aspects relatifs aux exigences de notifications des législations sont prises en compte. Dans le cadre d'un autre projet d'appui au Parlement, certains aspects liés à la réforme des codes sont également envisagés.
	OMC	l'OMC est prête à fournir une assistance en Haïti pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC. (1998-2000) Une mission d'évaluation sera programmée en 1998 afin de déterminer les ajustements qu'il conviendrait de procéder.
De répondre aux exigences de notification des législations et réglementations nationales, conformément aux dispositions contenues dans les dispositifs d'accords de l'OMC	OMC	l'OMC est en mesure de fournir une assistance sous la forme d'une session spéciale sur les prescriptions en matière de notification. Cette session aura lieu en conjonction avec d'autres activités d'assistance prévues au cours de 1998.
De renforcer les institutions des secteurs public et privé directement impliquées dans les questions de politique commerciale, particulièrement le Ministère du Commerce et de l'Industrie, notamment par le biais de la formation des cadres (cours, séminaires, stages sur la politique commerciale, etc.)	CNUCED	Un projet sur l'analyse commerciale et le développement des capacités commerciales sera entrepris.*

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question A k) (suite):		
	PNUD/ CCI	<p>Le gouvernement et le PNUD appuient l'initiative du Partenariat Secteur Privé - Secteur Public. Ce projet se propose comme objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le renforcement et la créations de mécanismes visant à faciliter le dialogue entre les secteurs public et privé; b) l'élaboration d'un programme de formation et d'appui aux entrepreneurs visant à renforcer la capacité des entrepreneurs à opérer sur des marchés compétitifs tant qu'au niveau national qu'au international; c) l'élaboration d'un programme d'amélioration de la compétitivité des entreprises via la promotion et le contrôle de qualité et la normalisation.
	OMC	<p>Pour renforcer les institutions existantes, l'OMC entreprendra les actions suivantes de formation et d'information des cadres de cites institutions sur le système commercial multilatéral:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un séminaire national en 1998 sur les textiles et les services; - participation de représentants d'Haïti dans les séminaires spécialisés organisés à l'intention des PMA d'expression francophones (en 1998 et 1999); - un stage de politique commercial d'une durée de trois semaines sera organisé à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone (en 1998 et 1999).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l): <u>Assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
L'agriculture	OMC	Voir A k).
L'accès aux marchés	OMC	Voir A k).
OTC et SPS	OMC	Voir A k).
Les services	OMC	Voir A k) .
Les ADPIC	OMC	En conformité de l' Accord de coopération technique entre l'OMC et l'OMPI, une assistance sera fournie pour la formation de fonctionnaires haïtiens et sous la forme d'une dissémination de l'information ainsi que la fourniture d'un matériel didactique.
L'antidumping	OMC	- Voir A k). - Egalement une aide relative à l'établissement ou la refonte de la législation sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
Les sauvegardes	OMC	- Voir A k). - Egalement une aide relative à l'établissement ou la refonte de la législation sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
L'évaluation en douane	OMC	- Voir A k). - Egalement une aide relative à la refonte de la législation en vigueur sera également définie à l'issue de la mission d'évaluation. (1998-2000)
Les règles d'origine	OMC	Voir A k).
Les textiles et vêtements	OMC	Voir A k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Evaluation des capacités d'analyses commerciales et de négociations</u>		
Compte tenu des carences en matière d'information, les capacités du pays en matière d'analyse commerciale et de négociations sont très faibles.	CNUCED	La CNUCED fournit le système d'analyse et d'information (TRAINS) et formera le personnel nécessaire pour son utilisation.*
	OMC	Au cours des stages de politique commerciale de courte durée (cf. A k) supra), un module de formation sera inclus dans le programme afin de familiariser les participants avec les négociations commerciales multilatérales.

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g): <u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>		
La formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé	CCI	Voir A k). Le CCI a proposé une série d'activités visant à évaluer les nécessités et la capacité existante pour la formation en commerce extérieur, y compris le développement du matériel pédagogique de base.*
	CNUCED	Le programme TRAINFORTRADE sera mise en oeuvre.*
	Banque mondiale	<p>Un projet d'assistance technique de la Banque mondiale fournit actuellement une aide pour</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la réforme du secteur publique, b) la privatisation, c) la modernisation des entreprises publiques. Ce projet permettra d'augmenter la production d'électricité et d'améliorer les télécommunications. Il permettra aussi d'apporter des améliorations dans les secteurs portuaires et aéroportuaires. <p>La SFI fournit des conseils en matière de privatisation au gouvernement. Dans le cadre d'un projet concernant les transports, la Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour l'entretien et la remise en état des routes, en particulier de celles qui desservent l'aéroport et les ports.</p>

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite):		
	PNUD	En ce qui concerne la formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public mais également au niveau du secteur privé, le PNUD n'a pas encore de projet spécifique. Mais le rapport de la Mission Inter-Agences sur les secteurs industriels et commerciales a fait également des recommandations sur ce sujet et le PNUD pourrait appuyer ce genre d'activités via, par exemple le projet de partenariat secteur privé - secteur public.
	Banque mondiale	L'aide au développement des ressources humaines de la Banque mondiale est actuellement concentrée sur l'enseignement primaire et la santé publique. La Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour la réforme générale du service public.
	OMC	Voir A k).
La modernisation des législations applicables au commerce extérieur et aux investissements, tenant compte notamment du cadre réglementaire du commerce mondial	CNUCED	Des services consultatifs et de formation dans le domaine de la politique d'investissement en général et en particulier dans le domaine de la législation relative à l'investissement seront fournis.*
	OMC	Voir réponse A k).
	Banque mondiale	La Banque mondiale a soutenu la réforme des restrictions commerciales, et elle continuera à la soutenir.

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question B g) (suite):		
L'élaboration d'un cadre de politique en matière commerciale et industrielle		<p>Les agences ont indiqué leur volonté de coopérer avec le gouvernement afin d'identifier des besoins spécifiques dans des termes opérationnels et d'établir des priorités.</p> <p>Des consultations ultérieures avec le gouvernement seront nécessaires pour développer des projets et programmes spécifiques et d'explorer des modalités de financement.</p>
	Banque mondiale	La Banque mondiale fournit actuellement une assistance pour la réforme générale du service public.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q) : <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services des soutiens</u>		
La formation et/ou l'entraînement des ressources humaines	CNUCED	Voir B g).
	CCI	Voir B g) et A k).
	OMC	Voir A k) et A l).
L'amélioration de l'information commerciale	CCI	Voir B g). En outre, le CCI a proposé de créer un Centre d'Information Commercial pour répondre aux besoins existants des entreprises.*
	CNUCED	TRAINS Voir A l).
Le renforcement des associations patronales		

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
La formation et/ou l'entraînement des cadres dans le domaine des préférences (SGP, SGPC), y compris l'organisation en Haïti de séminaires, d'ateliers consacrés à l'utilisation par les secteurs nationaux concernés de ces mécanismes	CNUCED	Une assistance sera fournie pour résoudre les difficultés dans l'utilisation du SGP et, plus généralement, des informations sur les conditions d'accès aux marchés, ainsi que dans la mise en oeuvre du SGPC. Des ressources supplémentaires seront recherchés pour compléter celles des projets inter-régionaux existants. (Voir aussi PNUD plus bas).
	CCI	Voir B g).
	PNUD	Le PNUD serait prêt à fournir une assistance technique en la matière en utilisant les services d'autres agences de coopération comme la CNUCED et le CCI, et également l'OMC, tout en tenant compte des possibilités nationales existantes actuellement. En ce sens, le PNUD explore la possibilité d'organiser en collaboration avec le Gouvernement et le Secteur Privé, des séminaires dans le domaine du commerce extérieur avec l'appui technique de l'OMC.
L'amélioration des canaux d'information destinés à faciliter une meilleure exploitation des débouchés à l'extérieur via, entre autres, les schémas de préférences, etc.	CCI	Voir B q).
	CNUCED	Outre le Système TRAINS, (voir A m)) la CNUCED facilitera l'établissement d'un Pôle Commercial qui sera relié au Réseau Mondial des Pôles Commerciaux.*
La réalisation d'une étude sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs	CCI	Voir A k).

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
La réalisation d'un inventaire détaillé de l'offre exportable d'Haïti: il s'agit de connaître la situation actuelle de la production agricole, agro-industrielle et manufacturière destinée aux marchés extérieurs, dans la perspective de la définition d'une politique nationale intégrée de développement et de promotion des exportations, particulièrement celles non traditionnelles	CCI	Voir A k).
	CNUCED	Voir A k).
	Banque mondiale	Voir B g).
La formation des ressources humaines opérant dans le domaine du commerce extérieur, non seulement au niveau du secteur public, mais également au niveau du secteur privé. La formation porte notamment sur les questions de politique commerciale (e.g. cours, stages, séminaires, ateliers, etc.), sur l'utilisation des mécanismes préférentiels (SGP, SGPC, etc.), sur les techniques de promotion du commerce extérieur, sur les normes de qualité, normalisation/ essais et métrologie, sur les techniques de traitement de l'information commerciale, etc.	CCI	Voir B g).
	CNUCED	Voir B g) et B v).
	OMC	Voir A k), A l) et A m).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C b) (suite):		
L'information commerciale: l'amélioration de l'information commerciale via l'implantation de structures adéquates de gestion (mise sur pied d'un centre d'information commerciale, d'un pôle commercial, etc.)	CCI	Voir B q).
	CNUCED	Voir B v).
La réalisation d'études sur les opportunités offertes aux produits haïtiens sur les marchés extérieurs	CCI	Voir A k).
La modernisation des législations et réglementations haïtiennes applicables au commerce et à l'investissement. Celle-ci se situe en particulier dans le contexte de la mise en oeuvre des accords de l'OMC.	CNUCED	Voir B g).
	OMC	Voir A k) et A l).
La mise sur pied de mécanismes d'appui au commerce extérieur (études de marchés, participation à des foires et expositions, etc.)	CCI	Voir A k).
La qualité, la normalisation, les essais et la métrologie (QNEM), notamment en ce qui a trait à la définition d'une politique nationale dans ce domaine, du triple point de vue de la production, de l'exportation de biens et/ou de services. Il s'agira aussi de concevoir le cadre institutionnel le plus approprié à mettre en place tenant compte de l'interaction de plusieurs acteurs nationaux dans ces domaines.	PNUD/ (ONUDI)	Ce projet concerne un des aspects le plus importants de l'appui du PNUD dans ce domaine et sur lequel le PASIC et le Ministère du Commerce et de l'Industrie travaillent actuellement en vue d'introduire et mettre en oeuvre une politique nationale de normalisation, de certification et de promotion de la qualité.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C d):</p> <p><u>Capacité technologique et ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information</u></p>		
<p>L'emploi de ces nouvelles technologies est très peu répandu en Haïti, tant au niveau du secteur public qu'à celui du secteur privé. Cela explique en grande partie le retard considérable accumulé par le pays dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sous toutes ses formes. A cela, il faut ajouter les problèmes aigus en matière de télécommunication.</p> <p>A ce sujet, l'assistance technique à accorder à Haïti dans ce domaine porte notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la fourniture d'appareils informatiques, particulièrement aux institutions du secteur public impliquées dans les questions de politique commerciale, de promotion du commerce extérieur, etc., de manière à les aider à mieux gérer l'information industrielle et commerciale, en tant que facteur de développement des échanges commerciaux; - sur la formation des ressources humaines appelées à utiliser ces outils. 	CNUCED	Le projet SYDONIA fournit l'assistance dans ce domaine de l'informatisation de douane.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C d) (suite) :		
	FMI	Bien que le Fonds n'ait pas fourni directement une assistance technique à Haïti dans le domaine du développement commercial, il a soutenu diverses initiatives de promotion du commerce (par exemple, la mise en œuvre d'un Système d'information douanière informatisé -- SYNDONIA, et l'adoption d'un régime tarifaire harmonisé et simplifié), ces mesures faisant partie des réformes structurelles prévues par le programme de réforme économique qu'il soutenait et qui a été adopté le gouvernement haïtien en 1996.
	PNUD	En ce qui concerne la capacité technologique et ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information deux projets du PNUD fournissent des appuis au Gouvernement. D'une part le projet HAI/95/007 SYDONIA (exécuté par la CNUCED) appui les services douaniers, du ministère du commerce, du Ministère de l'économie ainsi que la Banque Centrale dans la collecte de l'information statistique sur le commerce extérieur. D'autre part, le projet HAI/95/009, en collaboration avec le Fonds Monétaire International, appui en particulier l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sous toutes ses formes.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
Question C d) (suite):		
	OMC	<p>L'OMC sera en mesure de fournir un ordinateur et une imprimante laser pour le point focal du gouvernement pour les questions relatives au système commercial multilatéral (1998).</p> <p>Egalement l'OMC sera en mesure d'établir les connections nécessaires du point focal avec Internet et de fournir Haïti avec des CD-ROMs. Une formation en matière d'utilisation du matériel informatique et électronique fourni sera également assurée par l'OMC (1998).</p>